

Politique de confidentialité

Nous nous engageons à respecter votre vie privée.

En notre qualité de cabinet de réviseurs d'entreprises, nous sommes responsables du traitement de nombreuses données, dont une partie sont des données à caractère personnel.

Les données à caractère personnel que nous traitons peuvent vous concerner en tant que client du cabinet, mais aussi en tant que relation d'affaires de nos clients (si vous êtes un fournisseur ou un client de notre client, par exemple).

Nous sommes tenus de vous informer, en votre qualité de **personne concernée** dont nous traitons les données à caractère personnel, de ce qui suit.

Toute donnée à caractère personnel collectée par notre cabinet sera transférée, stockée et traitée dans le respect du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE et de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

1. Qu'entend-on par « données personnelles », que signifie « traitement des données personnelles » et qui est responsable du traitement de vos données personnelles ?

Les « données personnelles » sont toutes les données à caractère personnel qui par définition se rapporte à une personne physique identifiée ou identifiable (ci-après dénommée la « personne concernée ») ; est réputée être une « personne physique identifiable » une personne physique qui peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant, tel qu'un nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne, ou à un ou plusieurs éléments spécifiques propres à son identité physique, physiologique, génétique, psychique, économique, culturelle ou sociale.

Le « traitement de données personnelles » couvre toute opération ou tout ensemble d'opérations effectuées ou non à l'aide de procédés automatisés et appliquées à des Données ou des ensembles de Données, telles que la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, la diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, le rapprochement ou l'interconnexion, la limitation, l'effacement ou la destruction.

Le « Responsable du Traitement » est la personne physique ou morale qui détermine les finalités et les moyens du traitement. Pour toute question relative à la protection des données à caractère personnel, vous pouvez vous adresser à notre responsable Samuel Rahier par courrier électronique (s.rahier@3rco.be) ou par adresse postale quai des Ardennes 7 à 4020 Liège.

2. Quelles données personnelles traitons-nous dans le cadre de nos activités et de qui ?

Lorsque vous confiez une mission à notre cabinet suivant lettre de mission, vous devez nous fournir une copie de votre carte d'identité et nous communiquer certaines informations à votre sujet comme vos prénoms, noms, adresse, adresse e-mail, numéro de téléphone fixe et GSM, numéro de TVA, ...

Durant l'exécution de notre mission, nous pouvons être amené à traiter d'autres données strictement nécessaires à l'exécution de la mission (déclarations fiscales, déclarations TVA, données comptables et financières, numéros de comptes bancaires, ...).

De qui ?

Le cabinet traite les données à caractère personnel que la personne concernée ou ses proches a elle-même/ont eux-mêmes fournis.

Le cabinet traite également des données à caractère personnel qui n'ont pas été fournies par la personne concernée, telles que les données à caractère personnel transmises par le client et concernant ses salariés, administrateurs, clients, fournisseurs, ou encore actionnaires.

Les données à caractère personnel peuvent également provenir de sources publiques telles que la Banque-Carrefour des Entreprises, le Moniteur belge et ses annexes et la Banque nationale de Belgique (Centrale des Bilans).

Les données à caractère personnel ne sont pas transmises à des pays tiers ni à des organisations internationales.

3. Comment et pourquoi utilisons-nous vos données personnelles ?

Le cabinet traite les données à caractère personnel aux fins suivantes :

a) La communication

Nous utilisons vos données personnelles (numéro de GSM, adresse, e-mail) afin de vous communiquer ou de recevoir des informations nécessaires à l'exécution de la mission que vous nous avez confiée. D'autres données sont également utilisées pour la facturation de nos prestations (nom, adresse, numéro de TVA).

b) Exécution de notre mission

Nous sommes amenés à utiliser vos données pour exécuter correctement notre mission.

Leur traitement est également nécessaire au respect d'obligations légales comme la loi anti-blanchiment (application de la loi du 18 septembre 2017 relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces) ou la recherche de mandataire et bénéficiaire effectif.

Le traitement de ces données à caractère personnel est une obligation légale. Sans ces données, nous ne pouvons pas conclure de relation d'affaires (article 33 de la loi du 18 septembre 2017).

4. Destinataire des données

S'il est nécessaire de communiquer des données à caractère personnel à des organisations ou des entités dont l'intervention en tant que tiers prestataires de services pour le compte et sous le contrôle du responsable est requise aux fins précitées, le cabinet ne transmettra pas les données à caractère personnel collectées, ni ne les vendra, les louera ou les échangera avec une quelconque organisation ou entité, à moins que vous n'en ayez été informé(e) au préalable et que vous ayez explicitement donné votre consentement.

Le cabinet fait appel à des *tiers prestataires de services* :

- le cabinet utilise un logiciel de comptabilité électronique et son portail ;
- le cabinet fait appel à des collaborateurs externes en vue de l'exécution de certaines tâches ou de missions spécifiques (réviseurs d'entreprises, experts, notaires, ...) ;
- le cabinet fait appel à une entreprise IT externe pour la gestion, la confidentialité des données et mesure de sécurité du système informatique ;
- le cabinet fait appel à un prestataires externe pour la gestion de son site internet.

Le cabinet peut transmettre les données à caractère personnel à la demande de toute autorité légalement compétente ou de sa propre initiative s'il estime de bonne foi que la transmission de ces informations est nécessaire afin de respecter la loi ou la réglementation ou afin de défendre et/ou de protéger les droits ou les biens du cabinet, de ses clients, de son site Internet et/ou de vous-même.

5. Durée de conservation

5.1. Données à caractère personnel que nous devons conserver en vertu de la loi du 18 septembre 2017

Sont ici concernées les données d'identification et la copie des preuves concernant nos clients, les mandataires internes et externes ainsi que les bénéficiaires effectifs de nos clients.

Conformément aux articles 60 et 62 de la loi du 18 septembre 2017, ces données à caractère personnel sont conservées au maximum dix ans après la fin de la relation professionnelle avec le client ou à compter de la date d'une opération occasionnelle.

5.2. Autres données à caractère personnel.

Les données à caractère personnel des personnes qui ne sont pas visées ci-dessus ne sont conservées que pendant les durées prévues par la législation d'application, telle que la législation comptable, la législation fiscale et la législation sociale.

5.3. Une fois les durées précitées expirées, les données à caractère personnel sont effacées, hormis si une autre législation en vigueur prévoit une durée de conservation plus longue.

Lorsque les délais légaux de conservation sont expirés, les données à caractère personnel sont détruites via un destructeur à papier performant.

6. Mesure de sécurité et protection des données à caractère personnel

Afin, dans la mesure du possible, d'empêcher tout accès non autorisé aux données à caractère personnel collectées, le cabinet a élaboré des procédures en matière de sécurité et d'organisation.

Nous avons mis notamment en place les mesures suivantes :

- système d'alarme pour accéder au cabinet et locaux fermés à clef ;
- placement d'antivirus sur chaque poste de travail ;
- modification automatique et récurrente des mots de passe ;
- les collaborateurs quittant leur poste de travail, ne laisse jamais leur PC en accès libre ;
- installation de firewall favorisant le blocage de la sortie des données ;
- les données non informatisées sont dans des armoires fermées à clef ;
- destructions des papiers : tous les documents importants passent dans un destructeur à grande capacité ;
- les archives sont détruites par le biais d'une société externe avec attestation de destruction ;
- lors du départ d'un membre du personnel :
 - o Remise immédiate des clefs du bureau ;
 - o Accès informatique bloqué via notre sous-traitant Limelogic (mail, accès PC, etc.).
- pas d'envoi d'e-mail, de courrier publicitaire ou de lettre d'information ;
-

7. Quels sont vos droits ?

Le [règlement général sur la protection des données](#) vous confère des droits permettant de contrôler l'usage de vos propres données à caractère personnel :

✓ Droit d'accès

Vous pouvez demander une copie des données à caractère personnel vous concernant qui sont traitées par le cabinet. Pour ce faire, vous pouvez envoyer un e-mail à l'adresse info@3rco.be. Les données vous seront communiquées en version papier à l'adresse que vous nous aurez communiquée.

✓ Droit de rectification

Si vous avez remarqué que des données qui vous concernent sont inexactes, incomplètes ou tout simplement plus à jour, vous avez la possibilité de demander la rectification de vos données personnelles.

Pour cela, il vous faut contacter le responsable du traitement pour qu'il rectifie les informations inexactes qui vous concernent.

✓ Droit d'opposition

Vous avez le droit de vous opposer à tout moment à ce que le cabinet traite vos données à caractère personnel. L'exercice de ce droit d'opposition n'est possible que dans l'une des deux situations suivantes :

- lorsque l'exercice de ce droit est fondé sur des motifs légitimes, ou
- lorsque l'exercice de ce droit vise à faire obstacle à ce que les données recueillies soient utilisées à des fins de prospection commerciale.

✓ Droit à l'effacement (« droit à l'oubli »)

Si la conservation de certaines données vous concernant n'est plus justifiée, vous pouvez demander leur effacement dans les meilleurs délais, notamment lorsque :

- a) les données à caractère personnel ne sont plus nécessaires au regard des finalités pour lesquelles elles ont été collectées ou traitées d'une autre manière ;
- b) vous retirez votre consentement sur lequel est fondé le traitement de vos données ;
- c) vos données ont fait l'objet d'un traitement illicite dans le chef de 3R, Leboutte & Co Réviseurs d'entreprises ;
- d) vos données doivent être effacées pour respecter une obligation légale qui est prévue par le droit de l'Union Européenne ou par le droit de l'État membre auquel le cabinet est soumis.

✓ Droit à la limitation

Vous constatez qu'une information vous concernant est inexacte ou non pertinente. Mais plutôt que de demander la suppression, vous préférez une limitation ?

Vous pouvez revendiquer le blocage du traitement de vos données :

- a) lorsque vous contestez l'exactitude d'une donnée, le temps que le responsable du traitement puisse vérifier celle-ci ;
- b) si le traitement est illicite et que vous vous opposez néanmoins à l'effacement de vos données, préférant une telle limitation ;
- c) quoique n'étant plus nécessaire, vous en avez besoin pour la constatation, l'exercice ou la défense de vos droits en justice.

✓ Droit à la portabilité

Le droit à la portabilité vous permet de récupérer gratuitement les données que vous avez communiquées à un organisme (dans un format structuré, couramment utilisé et lisible par machine) et le cas échéant de les transmettre à un autre (réseau social, fournisseur d'accès à Internet, site de streaming, etc.) ... sans que l'organisme initial y fasse obstacle.

Le droit à la portabilité s'applique uniquement si le traitement des données est :

- a) effectué à l'aide de procédés automatisés ;
- b) fondé sur votre consentement ou sur un contrat entre vous et le responsable du traitement.

Toute question, demande ou notification concernant le traitement de vos données à caractère personnel doivent être adressées à SPRL 3R, Leboutte & Co à l'adresse suivante :

Quai des Ardennes 7 à 4020 Liège ou via l'adresse électronique s.rahier@3rco.be.

8. Plaintes

Dans le cadre du traitement de vos données à caractère personnel, vous avez également le droit d'introduire une plainte auprès de l'Autorité belge de protection des données :

Commission pour la protection de la vie privée

Rue de la Presse 35, 1000 Bruxelles

Tél. : +32 (0)2 274 48 00

Fax : +32 (0)2 274 48 35

E-mail : commission@privacycommission.be

URL : <https://www.privacycommission.be>